



**EXTRAIT
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

Commune de Lautrec

Arrêté N°177/2024

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE

**REGLEMENTATION STATIONNEMENT – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
TRAVAUX ECHAFAUDAGE – RUE DE LENGOUZY
FAMILLE COSTE**

Le maire de la Commune de **Lautrec (Tarn)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu la demande formulée par **Monsieur GABRIEL** en date du **Lundi 24 juin 2024**, concernant la mise en place d'un échafaudage pour les **travaux de rénovation de façade chez Monsieur COSTE (22 rue de lengouzy)** ;

Vu la Déclaration préalable numéro **DP 081 139 24 A0027** et l'arrêté de non-opposition numéro **124/2024 en date du 30 mai 2024** ;

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement afin de permettre la pose et dépose d'un échafaudage et d'une zone de stationnement pour les camions de chantier dans des conditions de sécurité optimales, tant pour Monsieur GABRIEL que pour les usagers de la voie publique,

ARRETONS :

Article 1 :

Du lundi 24 au vendredi 28 juin 2024, le stationnement est interdit selon les dispositions suivantes :

- **23 et 25 rue de Lengouzy au droit de place cadastrée numéro D0233 et D0235.**

Afin de permettre d'instaurer une zone provisoire de stationnement de véhicule de chantier durant les travaux mentionné supra.

Article 2 :

Du lundi 24 au vendredi 28 juin 2024, une autorisation du domaine public est accordée le long du mur de la propriété de Monsieur COSTE **cadastrée au numéro D0285 (22 rue de Lengouzy)** afin de permettre l'installation d'un échafaudage sur **une largeur d'un mètre sur une longueur de six mètres.**

Article 3 :

L'entreprise est chargée durant l'installation de l'échafaudage sur la voie publique d'installer des calles en bois sous chaque pied afin de ne pas endommager le revêtement de la chaussée.

Article 4 :

La signalisation appropriée conforme au Code de la Route est mise en place par les soins et sous la responsabilité du pétitionnaire.

Article 5 :

Le pétitionnaire est tenu de réparer tous les dommages qui sont causés au domaine public ou à ses dépendances, ou trottoirs qui sont endommagés durant les travaux.

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent réservés ; l'entreprise doit garantir durant les travaux un accès permanent aux propriétés.

Article 7 :

Nonobstant les dates fixées au 1^{er} article, ces dispositions d'exploitation de la circulation et du stationnement cessent à la fin effective des travaux, concrétisée par la levée de la signalisation. Si, pour des raisons imprévues, les travaux ne peuvent être exécutés dans les délais impartis, les dispositions du présent arrêté seront prorogées, **sans qu'il soit nécessaire de prendre un nouvel arrêté** (sauf sur la période du 1^{er} juillet au 31 août).

Article 8 :

Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier. Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur au moment de leur constatation.

Article 9 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une **publication électronique** conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. En vertu de l'article 83-1025 du 28 Novembre 1983 relatif aux relations entre l'administration et les usagers, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois après publication.

Article 10 :

Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Lautrec, Madame le Garde Champêtre-Chef de la commune, l'entreprise GABRIEL ou la personne chargée des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lautrec, le 24 juin 2024
Le Maire,
Monsieur Thierry BARDOU



Ampliation adressée :

DIFFUSION	P.I.
Le Maire- DGS	1
Gendarmerie - SDIS 81	1
Ets GABRIEL	1
Police Rurale - Archives	1
Mis en ligne le : 26/06/2024	